



Travaux 2026 sur la voirie communale

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Règlement de consultation

Acte d'engagement

Cahier des clauses administratives particulières

Cahier des clauses techniques particulières

Bordereau des prix unitaires

Détail estimatif

Plan de situation des travaux

Maître d'Ouvrage

Commune : Saint Cyr des Gâts
Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Maire
Mairie – 6 Rue de la Huguenoterie
85410 SAINT CYR DES GÂTS
contact@st-cyr-des-gats.fr

Maître d'Oeuvre

Aménagement Ingénierie VRD
53 rue de la Famille Allix
85200 FONTENAY LE COMTE
am.i.vrd@orange.fr



Travaux 2026 sur la voirie communale

REGLEMENT DE CONSULTATION

Maître d'Ouvrage

Commune : Saint Cyr des Gâts
Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Maire
Mairie – 6 Rue de la Huguenoterie
85410 SAINT CYR DES GÂTS
contact@st-cyr-des-gats.fr

Maître d'Oeuvre

Aménagement Ingénierie VRD
53 rue de la Famille Allix
85200 FONTENAY LE COMTE
am.i.vrd@orange.fr

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)*****Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Commune de Saint Cyr des Gâts

Personne Responsable du Marché représentant le pouvoir adjudicateur (PRM)

Monsieur le Maire

Objet de la consultation

Travaux 2026 sur la voirie communale

Remise des offres

Date et heure limites de réception le Jeudi 19 Mars 2026 avant 16h00.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

<u>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>4</u>
<u>2-1. Définition de la procédure</u>	<u>4</u>
<u>2-2. Décomposition en tranches et en lots</u>	<u>4</u>
<u>2-3. Nature de l'attributaire</u>	<u>4</u>
<u>2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières</u>	<u>4</u>
<u>2-5. Variantes</u>	<u>4</u>
<u>2-6. Solutions techniques complémentaires ou alternatives</u>	<u>4</u>
<u>2-7. Délai de réalisation</u>	<u>4</u>
<u>2-8. Modifications de détail au dossier de consultation</u>	<u>5</u>
<u>2-9. Délai de validité des offres</u>	<u>5</u>
<u>2-10. Propriété intellectuelle</u>	<u>5</u>
<u>2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense</u>	<u>5</u>
<u>2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau</u>	<u>5</u>
<u>2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)</u>	<u>5</u>
<u>2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain</u>	<u>5</u>
<u>2-15. Appréciation des équivalences dans les normes</u>	<u>5</u>
<u>2-16. Clauses sociales et environnementales</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES</u>	<u>6</u>
<u>3-1. Solution de base</u>	<u>6</u>
<u>3-2. Variantes</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION</u>	<u>8</u>
<u>4-1. Examen des offres</u>	<u>8</u>
<u>4-2. Critères de pondération</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE</u>	<u>9</u>
<u>5-1. Offre remise sur support "papier"</u>	<u>9</u>
<u>5-2. Offre remise par échange électronique</u>	<u>9</u>
<u>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>9</u>
<u>ARTICLE 7. RECOURS</u>	<u>9</u>

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne : Travaux 2026 sur la Voirie communale .

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Commune : Saint Cyr des Gâts.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie à l'article R2123-1 et suivants du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Le présent marché comporte : 1 tranche ferme (TF).

Le marché n'est pas alloti.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;
- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément aux Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variante, option

Sans.

2-6. Solutions techniques complémentaires ou alternatives et facultatives

Sans.

2-7. Période de réalisation

Le Maître d'ouvrage souhaite une période de travaux à partir **du 18 Mai 2026**. Le Maître d'Ouvrage laisse à l'entreprise l'organisation de la durée des travaux sans pour autant excéder un décalage de la durée de **2 mois**. L'entreprise doit présenter son organisation et le planning calendaire de son intervention dans le mémoire technique.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

Aucune modification sur le fond ou sur la forme n'est à apporter au présent dossier sous peine de rejet de l'offre hormis les parties à compléter ou les cases à remplir. Les numéros et les noms des fichiers sont à conserver. Seules les pièces originales du marché seront retenues pour l'offre. Aucune modification sur le fond ou la forme ne sera retenue.

Préambule de l'article R-2132-1 du CCP.

« Le règlement de consultation d'un marché est obligatoire dans toutes ses mentions. L'acheteur ne peut en conséquence attribuer le marché à un candidat qui ne respecterait pas une des prescriptions imposées par le règlement. »

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours; il court à compter de la date limite pour la réception des offres.

2-10. Propriété intellectuelle

Sans objet.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

2-13.1. Plan général de coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé des travailleurs (PGC)

Si le chantier est soumis aux dispositions des sections 4 et 5 du décret n° 94-1159 du 29 décembre 1994 concernant le P.G.C., les entreprises seront tenues notamment de remettre au coordonnateur de sécurité un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans les conditions prévues à l'article 8-4 du cahier des clauses administratives particulières.

2-13.2 Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (P.P.S.P.S)

Si le chantier est soumis aux dispositions des sections 5 du décret n° 94-1159 du 29 décembre 1994 concernant le P.P.S.P.S., l'entreprise sera tenue de remettre au maître d'ouvrage un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans les conditions prévues à l'article 8-4 du cahier des clauses administratives particulières.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindriront en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

2-16. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est téléchargeable à chaque candidat.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement traduites en langue française ainsi que les documents de présentations associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

L'absence de signature sur l'acte d'engagement entraînera le rejet de l'offre du candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication ;
- 01 / Le présent règlement « format PDF » ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- 02 / L'acte d'engagement et annexe « format PDF » ;
- 03 / Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) « format PDF » ;
- 04 / Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) « format PDF » ;
- 05 / Le bordereau des prix unitaires (BPU) « format PDF » ;
- 06 / Le détail estimatif (DE) « format PDF » ;
- 07 / Plan de situation des travaux « format PDF ».

3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes dans l'ordre, le nom et la numérotation ci-dessous.

Toutes modifications des pièces du marché dans sa présentation ou sa rédaction entraînera le rejet de l'offre du candidat. Seul les cases à remplir sont à compléter par le candidat.

- Un projet de marché comprenant :

- 02 : L'acte d'engagement : les cadres ci-joints à compléter **dont début et fin de travaux par l'entreprise** puis le dater et le signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'entrepreneur ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article R2393-1 à l'article R2393-16 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 de la commande publique, le candidat doit compléter ce cahier des charges qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe du cahier des charges). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre les renseignements exigés par l'article R2393-25 et suivants du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique du 1er avril 2019.

Le candidat devra indiquer dans le cahier des charges le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP selon les articles R2193-3 à R 2191-12 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, ils doivent le préciser à l'article 4,1 de l'acte d'engagement.

- 03 : Le **CCAP complet, daté et signé.**
- 04 : Le **CCTP complet, daté et signé.**
- 05 : Le bordereau des prix : cadres ci-joints à compléter sans modification des colonnes « N° de Prix, Désignation, Unité et Quantité) ou autres rajouts sous peine du rejet de l'offre.
- 06 : Le détail estimatif : cadres ci-joints à compléter sans modification des colonnes « N° de Prix, Désignation, Unité et Quantité) ou autres rajouts sous peine du rejet de l'offre. La vérification des différents totaux reste sous la responsabilité de l'entreprise. Les PSF« Prestation Éventuelle et Facultative » ne sont pas à intégrer dans le prix global de l'offre
- L'entreprise doit préciser clairement dans **l'acte d'engagement** la date de début et de fin des travaux et remettre **sous forme d'un planning calendaire (jour : 1,2,3 etc....et mois : avril, mai, juin etc.....).**

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Le candidat devra remettre une notice retraçant le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED). Cette notice comprendra :
 - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
 - Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
 - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.
 - L'entreprise si elle le souhaite, peut dans son mémoire technique proposer une nouvelle date de début et de fin de chantier. Cette proposition sera prise en compte dans la notation.
 - **Le planning détaillé des travaux sur la base d'un calendrier journalier (jour : 1,2,3 etc....et mois : avril, mai, juin etc.....) en l'absence du document l'offre sera rejetée.**

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes.

Le candidat **retenu** devra proposer à la réunion préparatoire, des échantillons ou faire des planches d'essais afin de faciliter le choix maître d'ouvrage pour les matériaux et coloris.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

- Pour l'application des articles R2143-3 à 2143-14 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, conformément aux articles R. 324-4 ou R.324-7 du Code du Travail, lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
- Une attestation sur l'honneur établie par le candidat certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.320, L.143-3 et R.143-2 du Code du Travail ;

Ces documents seront remis par le candidat susceptible d'être retenu dans le délai de 8 jours à compter de la réception de la demande présentée par la Personne Responsable du Marché (PRM).

3-1.5. Documents à fournir par l'attributaire du marché

Les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises par l'attributaire avant la notification du marché.

Pour l'application des articles R.341-30 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers définie au 1-6.1 du CCAP, l'attestation sur l'honneur sera remise par l'attributaire avant la notification du marché.

Attestation sur l'honneur engageant l'entreprise à fournir avant le début des travaux la ou les autorisations d'interventions à proximité des réseaux (**AIPR**) , pour le personnel concerné, conformément à l'arrêté du 22 décembre 2015 et suivants.

ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

4-1. Examen des offres

Les offres de chaque candidat sélectionné seront analysées, les offres inappropriées au sens de l'article R2152-1 à R2152-5 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

A la suite de cet examen la PRM pourra si elle le souhaite demander des informations complémentaires, engager des négociations et examiner les variantes proposées.

L'examen des offres se fera au préalable par la vérification des prix unitaires en lettres du bordereau de prix qui permettra la vérification du montant de l'offre de l'acte d'engagement, ensuite la PRM se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles ci-dessus son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par la PRM qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

La PRM pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés selon les articles R.2185-1 et R.2185-2 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

4-2. Critères de pondération

Les critères seront notés de 1 à 5 (5 étant la meilleure note) ces notes étant affectées à des coefficients de pondération ci après :

- Prix des prestations	60 %
- Valeur technique	40 %

Prix des prestations

La note maximum est de 5 et la notation résultera de la formule suivante :

$$\text{Note de l'offre analysée} = 5 \times \frac{(\text{montant de l'offre la plus élevée} \times 1.05 - \text{montant de l'offre analysée})}{(\text{montant de l'offre la plus élevée} \times 1.05 - \text{montant de l'offre la moins élevée})}$$

Valeur technique

La notation finale de la valeur technique sera basée sur les éléments suivants et résultera de l'ensemble des points divisé par 10 :

– Remise du planning d'intervention calendaire,	5/50
– Début d'intervention,	2/50
– Fin d'intervention,	3/50
– Respect du délai d'intervention sur les opérations précédentes,	10/50
– Respect du délai d'intervention sur les reprises demandées,	10/50
– Descriptif du matériel utilisé selon les techniques préconisées,	5/50
– Organisation générale du chantier, moyens humains,	5/50
– Sécurisation des sites pendant et après les interventions,	5/50
– Dispositif de contrôle interne et externe,	3/50
– Propreté des sites et des abords selon les expériences précédentes.	2/50

La notation sera validé après examen par la commission communale.

Il est rappelé au candidat que des pénalités sont prévus en cas de non respect des dates et des délais donnés par l'entreprise.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros.

5-1. Offre remise sur support "papier"

L'offre transmise sous pli cacheté sera déclarée « **irrégulière** » sauf pour les copies de sauvegarde conformément à la dématérialisation des marchés publics du 1er octobre 2018.

5-2. Offre remise par échange électronique

Réponse et transmission obligatoire sous forme électronique selon les articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du décret du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

DUME : Le soumissionnaire selon l'article 59 de la directive 2014/24/UE utiliser le « DUME, document unique de marché européen » selon un les principaux objectifs des directives 2014/24/UE et 2014/25/UE.

Aux termes de l'article 59, paragraphe 2, deuxième alinéa, de la directive 2014/24/UE, le DUME ne doit être fourni que sous forme électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires « administratifs ou techniques » qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres par l'intermédiaire de la plate forme de mise en ligne du marché,

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats ayant retiré un dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. RECOURS

Tribunal administratif de Nantes, 9 allée Île Gloriette 44000 NANTES.